

*demande* la fin de toute ingérence extérieure, notamment la fourniture des armes et l'envoi des combattants étrangers, en Afghanistan;

*condamne* les récentes offensives des Taliban en violation de la déclaration de Tachkent, adoptée le 19 juillet 1999 par le groupe des six plus deux;

*exige* des parties au conflit, plus particulièrement des Taliban, l'arrêt immédiat de combats et le retour à la table de négociation;

*soutient* les efforts de la mission spéciale de l'ONU en Afghanistan, les déclarations de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité pour parvenir à un règlement politique et négocié du conflit afghan, et

*demande* à la communauté internationale de venir en aide, à l'approche de l'hiver, aux populations civiles, pour atténuer une des pires crises humanitaires à l'heure actuelle.

## **EUROPE**

L'Union européenne a franchi cette année une étape décisive avec l'instauration de la monnaie unique. Est-elle prête, désormais à entreprendre l'étape politique de son édification? Et les sociaux-démocrates peuvent-ils prétendre à la conduire? Les partis socialistes et sociaux-démocrates qui ont aujourd'hui une place prépondérante en Europe affirment, malgré leurs différences, leur attachement à un modèle social européen et proclament leur volonté de faire progresser l'Europe politique.

Le modèle social-démocrate repose sur un équilibre entre l'Etat et le marché. Transposée au niveau européen, cela signifie que le choix est à faire entre le maintien et le développement en son sein de politiques volontaristes communes ou sa limitation à la plus vaste zone de libre échange du monde. Le volontarisme a toujours fait partie de l'ambition des socialistes européens: cela passe aujourd'hui par notre capacité institutionnelle à bâtir un nouveau système de régulation économique et sociale au service de la croissance et de l'emploi et cela impose la mise en place d'instruments de répartition permettant de lutter contre les inégalités régionales et les inégalités sociales, selon des modalités politiques et institutionnelles nouvelles, mieux adaptées aux exigences de la démocratie. Nous assistons en effet à la fin d'un système communautaire où une élite compétente et dévouée à l'intérêt commun faisait progresser la construction européenne à l'insu des peuples. Désormais, le

Parlement européen revendique sa pleine responsabilité dans le système de décision et les peuples exigent de savoir ce que leur réserve Bruxelles.

Mais l'Europe n'est pas un continent isolé du reste du monde. Déjà les pays d'Europe Centrale ont entamé les négociations préalables à l'élargissement. Plus largement, après le Kosovo, nous sommes maintenant appelés à mettre en oeuvre les instruments de politique extérieure et de sécurité commune prévus par le Traité d'Amsterdam. Le Conseil européen de Cologne a ouvert la perspective de doter l'Union d'une capacité militaire autonome susceptible d'être utilisée hors du territoire de l'Union pour appuyer des actions diplomatiques communes, le cas échéant sans la participation des Etats-Unis.

Le chemin parcouru en quelques mois, à l'initiative de nos gouvernants, est considérable parce que ces dispositions ouvrent manifestement la voie vers l'unification politique de l'Europe. Nous savons bien que dans ce domaine les positions des uns et des autres sont structurées davantage par les histoires, les traditions et les intérêts des Etats nationaux que par l'appartenance à l'Internationale Socialiste. Mais sans rompre avec cet héritage légitime, il est peut-être possible d'affirmer avec force et crédibilité notre volonté commune de construire une Europe politique ouverte et porteuse des valeurs de paix et de démocratie qui nous rassemblent ici.

## **EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE**

1. Dix années se sont écoulées depuis la chute du mur de Berlin, au cours desquelles l'Europe, ainsi que les peuples qui se sont libérés à tout jamais de l'oppression des régimes communistes, traversèrent une période de transition historique.

Les peuples de l'Europe centrale et orientale perçoivent maintenant la démocratie et les principes de l'État de droit, comme étant des principes auxquels on ne peut renoncer, alors que le communisme est considéré comme étant définitivement incompatible avec la liberté.

Partout, de grands progrès ont eu lieu dans tous les domaines, même si souvent cela s'est fait à un coût social; aujourd'hui, de nouvelles opportunités de vie et d'avenir sont offertes aux hommes et aux femmes, qui pendant de nombreuses années se virent obligés à mener une vie médiocre et d'oppression.

L'Internationale Socialiste et ses partis membres s'engagent à lutter pour que les nations de l'Europe centrale et orientale poursuivent leurs tâches pour atteindre une démocratie

politique stable, une économie de marché sociale et juste, une reconnaissance totale des droits de la personne humaine pour tous les citoyens, pour toutes les communautés et pour tous les peuples.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous devons aujourd'hui relever trois défis en Europe centrale et orientale: affirmer la paix et la stabilité dans toutes les régions; ouvrir les portes de l'Union européenne à d'autres peuples; conjuguer modernité et justice, croissance économique et solidarité.

2. Ni la paix, ni la stabilité, surtout dans les Balkans, n'ont été définitivement acquises. Depuis déjà neuf ans, cette région toujours martyrisée traverse toute une série de crises, de conflits et de guerres qui ont causé à des milliers de femmes et d'hommes douleur, souffrances et de l'humiliation.

La tragédie, qui eut lieu en Bosnie, se répéta au Kosovo, et, une fois de plus, la communauté internationale - après avoir épuisé toutes les voies politiques - dut faire appel à l'utilisation extrême de la force afin que soient respectés les droits fondamentaux de tous les individus et de tous les peuples.

Dans les Balkans, l'histoire a habitué tous ces peuples à être perpétuellement en conflit avec leurs voisins. Par contre, aujourd'hui, nous devons affirmer la culture opposée: le futur se construit non pas contre, mais avec le peuple voisin.

Nous voulons et nous devons faire en sorte que le dialogue et la coopération puissent vaincre le conflit, la compréhension, la haine, la cohabitation et la ségrégation ethnique.

La perspective de l'intégration européenne est également décisive pour cette région martyrisée. Même si les conditions politiques et économiques actuelles des Balkans ont une certaine perspective à long terme, cependant, la stabilité de la région et l'avenir de ses peuples dépendent principalement du fait que les Balkans soient partie intégrante de l'Union européenne.

Pour ce faire, il est essentiel que l'Union européenne établisse des relations bien structurées et stables avec les différents pays balkaniques en mettant en oeuvre une politique qui, petit à petit, aurait pour but l'intégration de la région à l'Union européenne.

Ce type de stratégies pourrait favoriser et accélérer la réalisation des engagements et des objectifs assumés par la communauté internationale afin de stabiliser la région:

- en appliquant les Accords de Dayton en vue de la construction d'une Bosnie unie et fondée sur la coopération entre les entités et les communautés qui la composent ;
- en soutenant le Haut Commissariat des Nations Unies au Kosovo dans sa tâche de mise en place d'un auto-gouvernement dans cette région et de reconstruction matérielle et morale garantissant la sécurité et les droits de tous les peuples - Albanais, Serbes, Roms et autres - vivant au Kosovo.
- en aidant les forces démocratiques et de l'opposition de la Serbie, en vue d'accélérer et de favoriser ainsi l'éloignement de Milosevic et de mettre en oeuvre également à Belgrade une véritable démocratie;
- en renforçant la stabilité démocratique en Albanie et en Macédoine;
- en appliquant le Pacte de Stabilité et en développant toutes les formes de coopération et d'intégration régionale;
- en aidant des centaines de milliers de réfugiés pour qu'ils puissent retourner chez eux et reprendre, à nouveau, une vie normale;
- en soutenant l'activité de la Cour Pénale Internationale sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.

3. Tout au long des siècles, l'Europe fut unifiée plusieurs fois, mais toujours par la guerre ou l'oppression d'une nation sur les autres.

Le passage à un nouveau millénaire trouve l'Europe engagée, pour la première fois de son histoire, à mener à bien sa propre réunification par le truchement du consensus, de l'intégration et de la paix.

Le début des négociations en vue de l'adhésion de la Slovénie, de la République Tchèque, de la Hongrie, de la Pologne, de l'Estonie et de Chypre à l'Union européenne et l'élargissement prochain et souhaité avec la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Lituanie, la Lettonie et Malte marquent une transition de portée historique qui contribuera à créer une nouvelle identité européenne.

De plus, au cours de ces dix dernières années, ces pays ont beaucoup progressé et leur perspective d'intégration a suscité et accéléré les politiques de modernisation qui ont favorisés le développement économique et social de ces sociétés.